

**Convention collective**

**IDCC : 1912. – INDUSTRIES DE LA MÉTALLURGIE  
(Haut-Rhin)  
(22 décembre 1995)**

*(Bulletin officiel n° 1996-6 bis)  
(Étendue par arrêté du 17 juillet 1996,  
Journal officiel du 27 juillet 1996)*

---

**ACCORD DU 29 JUIN 2018**

**RELATIF À LA VALEUR DU POINT, AUX RÉMUNÉRATIONS ANNUELLES  
MINIMALES GARANTIES ET AUX PRIMES POUR L'ANNÉE 2018**

NOR : ASET1850924M  
IDCC : 1912

Entre :

UIMM Alsace,

D'une part, et

UNSA ;

CFE-CGC métallurgie Alsace ;

CFTC métallurgie Haut-Rhin ;

UD FO Haut-Rhin,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Les partenaires sociaux signataires de cet accord soulignent l'importance de continuer le dialogue social, afin d'adapter d'une part les garanties minimales des salaires de la métallurgie du Haut-Rhin, d'autre part d'assurer la compétitivité des entreprises.

On peut constater que le contexte économique a évolué favorablement pour les entreprises (un déficit public qui a certes réduit, et qui passe légèrement en dessous de la barre des 3 % en 2017 et une inflation de 1,2 % en 2017). Cependant certaines entreprises sont encore en difficulté et doivent nous inciter à la prudence.

Dans ce cadre, les partenaires sociaux ont mené une négociation dans un climat de confiance et de sérénité, qui a permis d'aboutir à la signature du présent accord.

Conformément aux dispositions de la convention collective des industries de la métallurgie du Haut-Rhin, les négociations annuelles se sont engagées le 29 mars 2018, une 2<sup>e</sup> réunion a eu lieu le 2 mai 2018 et, enfin, une dernière réunion s'est tenue le 29 mai 2018.

En référence aux articles 10, 11, 12, 13 et 18 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective des industries de la métallurgie du Haut-Rhin, les négociations paritaires annuelles portent notamment sur les valeurs du 13<sup>e</sup> mois conventionnel, les valeurs des rémunérations annuelles minimales garanties, celles des primes d'ancienneté, ainsi que sur la valeur de la prime de panier et d'équipe.

## TITRE I<sup>ER</sup>

### DISPOSITION RELATIVE AU CHAMP D'APPLICATION

#### Article 1<sup>er</sup>

##### *Champ d'application*

Le champ d'application du présent accord est identique à celui défini à l'article 1<sup>er</sup> des « Dispositions Générales » de la convention collective des industries de la métallurgie du Haut-Rhin du 22 décembre 1995.

En application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les signataires conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir les stipulations spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail.

## TITRE II

### DISPOSITIONS RELATIVES À LA RÉMUNÉRATION

#### Article 2

##### *Valeur du point*

Il y a lieu de rappeler que le montant de la prime d'ancienneté est adapté à l'horaire de travail effectif suivant l'accord national du 1<sup>er</sup> juillet 1970, et repris par l'article 13 de la convention collective des industries de la métallurgie du Haut-Rhin.

La valeur du point est fixée à 4,48 € à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2018 – sur une base de 151,67 heures pour une durée hebdomadaire de travail de 35 heures.

Pour vérifier si le salarié a bénéficié d'un montant de prime d'ancienneté tel qu'il en résulte de la présente valeur du point, il sera tenu compte notamment de la valeur des éventuelles compensations de la prime d'ancienneté accordée dans le cadre d'une réduction d'horaire, même si ces compensations ont été intégrées au salaire de base. Dans ce cas, la valeur de ces compensations sera communiquée au salarié à sa demande.

Cette valeur permet le calcul des rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) telles que définies à l'article 12 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective des industries de la métallurgie du Haut-Rhin.

Les RMH servent à la détermination d'une part, du montant des primes telles que définies à l'article 10 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective des industries de la métallurgie du Haut-Rhin, et d'autre part, de la valeur des primes d'ancienneté selon les prescriptions de l'article 13 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective des industries de la métallurgie du Haut-Rhin.

Les RMH doivent être adaptées à l'horaire effectif de travail auquel est soumis le salarié. Les RMH ainsi définies ne comprennent pas les éventuelles bonifications ou majorations pour heures supplémentaires.

#### Article 3

##### *Prime d'équipe*

L'indemnité d'emploi horaire, dite prime d'équipe, est attribuée selon les dispositions de l'article 18 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective des industries de la métallurgie du Haut-Rhin.

Son montant est fixé à 0,142 € de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2018.

#### **Article 4**

##### *Prime de panier*

L'article 18 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective des industries de la métallurgie du Haut-Rhin dispose de l'attribution d'une prime de panier dans le cas de travail en équipes successives.

La prime de panier est fixée à 5,34 € à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2018.

#### **Article 5**

##### *Rémunérations annuelles minima garanties (RAMG)*

L'article 11 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective des industries de la métallurgie du Haut-Rhin définit les rémunérations annuelles minima garanties (RAMG) et prévoit la négociation paritaire annuelle de ces valeurs.

Le barème des rémunérations annuelles minima garanties à compter de l'année 2018, est fixé comme suit, sur une base de 151,67 heures, pour une durée hebdomadaire de travail de 35 heures.

*(En euros.)*

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RAMG
I	1	140	18 100
	2	145	18 125
	3	155	18 195
II	1	170	18 360
	2	180	18 415
	3	190	18 665
III	1	215	18 980
	2	225	19 115
	3	240	19 770
IV	1	255	21 425
	2	270	22 260
	3	285	23 350
V	1	305	25 810
	2	335	27 400
	3	365	29 585
	4	395	32 675

Le présent barème sera adapté à l'horaire de travail effectif auquel est soumis le salarié.

Il ne comprend pas les éventuelles majorations pour heures supplémentaires.

L'employeur devra s'assurer dans les meilleurs délais que chaque salarié a bien bénéficié de la garantie annuelle ci-dessus et correspondant à son coefficient.

Dans le cas où la rémunération annuelle perçue par un salarié, en fonction de la définition de l'article 11 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective des industries de la métallurgie du Haut-Rhin, n'atteint pas la RAMG correspondant à son classement, l'employeur lui versera le complément de rémunération au plus tard avec la paie du mois de janvier suivant.

### TITRE III

#### ÉGALITÉ FEMMES – HOMMES

Les partenaires sociaux considèrent que la métallurgie nécessite une véritable mobilisation, pour que tout comme les hommes, les femmes puissent y exercer leurs compétences, y développer leurs talents dans leur intérêt propre et dans l'intérêt général.

Dans le cadre de l'accord national du 8 avril 2014 relatif à l'égalité professionnelle et à la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes, il est préconisé aux entreprises de s'appuyer sur les études, outils et guides réalisés par l'observatoire paritaire, prospectif et analytique des métiers et des qualifications de la métallurgie – [www.observatoire-metallurgie.fr](http://www.observatoire-metallurgie.fr).

Les partenaires sociaux considèrent toujours qu'une attention particulière doit être portée à l'harmonisation nécessaire de la rémunération des femmes et des hommes.

### TITRE IV

#### ENTRÉE EN APPLICATION

##### **Article 6**

##### *Date d'application*

Le présent accord entre en application à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2018.

##### **Article 7**

##### *Extension*

Après signature du présent accord et notification aux organisations syndicales, les parties signataires s'accordent pour faire procéder à l'extension du présent accord par les pouvoirs publics et chargent l'UIMM Alsace des démarches appropriées.

##### **Article 8**

##### *Dépôt*

Le texte du présent accord sera déposé auprès des services du ministre chargé du travail, ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Mulhouse, dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et s. du code du travail.

Conformément à l'article L. 2231-5-1 du code du travail, le dépôt comprendra également une version anonyme du présent accord au format Word.

Fait à Mulhouse, le 29 juin 2018.

(Suivent les signatures.)